

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EAU
ET DE L'ENERGIE

FONDS DE DEVELOPPEMENT DU
SECTEUR DE L'ELECTRICITE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER
RESOURCES AND ENERGY

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 000014 /24/ASMI/MINEE/FDSE DU 28 FEV 2024 POUR LA PRE-QUALIFICATION DES CABINETS D'EXPERTS INTERNATIONAUX CHARGES D'ELABORER LES TEXTES FIXANT LES MODALITES DE CONTROLE, LES FRAIS DE CONTROLE, LES CONDITIONS D'AGREMENT AU CONTROLE DE CONFORMITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES ET DES MATERIELS ELECTRIQUES AUX NORMES DE SECURITE , AINSI QUE DE LA REDACTION D'UN CAHIER DE CHARGE DES INSPECTEURS CHARGES DU CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES ET D'UN GUIDE PRATIQUE DE L'INSTALLATEUR ELECTRICIEN

1-CONTEXTE

En vue d'atteindre les objectifs de l'émergence du Cameroun en 2035, le Cameroun est à pied d'œuvre dans tous les secteurs de l'économie. Il doit présenter des atouts qui émulent et garantissent les investissements. A cet effet, l'électricité, qui est un maillon sensible du secteur industriel occupe une place prépondérante dans l'aménagement de la plateforme économique du Cameroun.

Conscient du rôle moteur des infrastructures dans la facilitation des échanges et la promotion d'une croissance forte et durable, les réformes envisagées du Gouvernement du Cameroun visaient à investir massivement dans les infrastructures afin de rendre l'économie camerounaise compétitive. Il s'agissait notamment en matière d'électricité : (i) d'accroître la production la capacité de production d'énergie, (ii) d'accroître le taux d'accès à l'énergie électrique. De façon générale de faire du Cameroun un nouveau pays industrialisé.

Ces réformes ont apporté des innovations majeures dans l'industrie électrique notamment en introduisant la concurrence dans le secteur de la production, en créant de nouveaux acteurs, et en redéfinissant les rôles.

Hors mis les effets induits positifs du développement, le pays fait également face à des incidents liés à la mauvaise qualité des installations électriques et des matériels électriques. Quand on sait qu'une installation électrique défectueuse représente un risque important d'électrocution (des centaines d'électrocutions graves avec un nombre important de morts par an dans le pays), et cause de nombreux incendies (85% d'incendies enregistrés au Cameroun sont d'origine électrique).

La loi N° 2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité au Cameroun n'est pas encore rentrée en application dans son intégralité.

L'un des exemples des points en attente d'application sont les articles 75 et 76 (1) qui instaurent respectivement un contrôle de conformité aux normes homologuées des installations électriques intérieures et des matériels électriques et de leurs biens contre les dangers qui peuvent en découler, et un contrôle de conformité des installations électriques intérieures et des matériels électriques par l'Administration chargée de l'électricité ou, sous son contrôle, par des sociétés de droit camerounais agréées à cet effet par lui, après avis de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité, ne sont pas encore appliqués.

Le présent avis d'appel à manifestation d'intérêt vise à sélectionner des cabinets d'experts aux fins d'élaborer les textes réglementaires (MINEE) fixant les modalités, les frais de contrôle, ainsi que les conditions d'agrément au contrôle de conformité des installations électriques intérieures et des matériels électriques aux normes de sécurité et ainsi qu'une décision (MINEE) fixant les conditions d'obtention de l'agrément à l'exercice de la profession d'installateur électricien.

La nécessité de rendre applicable la norme pour compléter le tableau institutionnel et réglementaire du contrôle des installations électriques intérieures et des matériels électriques.

2- MISSION DU CABINET D'EXPERT

L'objet du présent avis d'appel à manifestation d'intérêt vise la pré-qualification des cabinets d'experts (nationaux ou internationaux) en vue de : (i) proposer des textes sur le Contrôle des Installations Electriques Intérieures ; (ii) élaborer un cahier de charge pour les agents assermentés du Ministère en charge de l'électricité ou des sociétés de contrôles agréées par ce dernier, chargés du contrôle des installations électriques et de la qualité des matériels et équipements électriques ; (iii) rédiger un guide de l'installateur qui est un document qui encadre l'activité des techniciens électriciens chargés d'intervenir auprès des ménages selon les prescriptions fournies par le MINEE.

Les missions du consultant couvriront les points suivants :

- la collecte et la revue des textes relatifs au contrôle des installations électriques intérieures et des matériels électriques, y compris le cadre législatif et réglementaire, le cadre institutionnel, les normes et standards applicables au Cameroun;

- l'analyse du contexte socio-économique, au moyen d'enquêtes (sur un échantillon représentatif prédéfini), pour apprécier l'état des installations électriques intérieures, la qualité des matériels électriques, la qualification des installateurs et le degré d'acceptation des usagers du courant électrique de normaliser leurs installations électriques ;

-la réalisation d'un Benchmark, en se référant aux pays d'Afrique de l'ouest comme le Sénégal et le Benin possédant une réglementation et des agences en charge du Contrôle des Installations Electrique Intérieures ;

-l'expérience du contrôle des installations électriques intérieures et des matériels électriques dans d'autres pays d'Afrique portera sur des modèles de protocole de contrôle des différents types d'installations électriques intérieures et des matériels électriques ainsi qu'un prototype de laboratoire de contrôle de la qualité des matériels électriques ;

-une étude critique des modèles ci-dessus évoqués en ressortant leurs avantages et leurs limites ;

- l'analyse de la pratique des ménages sur les installations électriques intérieures dans les différentes régions du Cameroun ;

-la mise sur pied d'un protocole de contrôle pour chaque type d'installation électrique intérieure y compris un modèle de formulaire d'attestation de conformité pour chaque type et une liste du matériel et de l'outillage requis pour le contrôle;

-la mise sur pied d'un protocole de contrôle de la qualité des matériels électriques, y compris un modèle de formulaire d'attestation de conformité;

-la mise sur pied des modèles de rapport de contrôle des installations électriques et des matériels électriques ;

-l'élaboration d'un projet de laboratoire de contrôle de la qualité des matériels électriques, y compris des tests des équipements électriques;

-l'analyse du cadre institutionnel, suivie de la planification des activités des acteurs, en précisant leurs rôles dans le processus de contrôle des installations électriques et des matériels électriques.

3- ORGANISATION, COMPOSITION ET PROFILS DES EXPERTS

Le Cabinet d'experts sera composé de six(06) experts :

-un chef d'équipe

Le chef d'équipe est un expert des questions de sécurité des usagers de l'électricité ou un Ingénieur hautement qualifié, possédant un diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum dans sa spécialité et les qualifications professionnelles appropriées et assumant ou ayant assumé des fonctions d'encadrement et de direction en matière de sécurité des usagers de l'électricité. Il/elle doit justifier d'une expérience professionnelle de 15 années minimum, en qualité d'expert en sécurité des usagers de l'électricité. Le Chef d'équipe est la personne du cabinet d'experts qui est responsable des prestations à réaliser, ainsi que des rapports établis au nom du cabinet. Il/elle jouit de l'autorité nécessaire conférée par un organisme professionnel, juridique ou réglementaire.

-un expert statisticien

L'expert statisticien est un expert qualifié possédant un diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum dans sa spécialité et des qualifications professionnelles

appropriées. Il/elle doit justifier d'un minimum de 10 années d'expérience en qualité d'expert statisticien dans le domaine des prestations similaires à la mission.

-un ingénieur en génie électrique spécialiste des installations électriques industrielles ou des bâtiments industriels

L'Ingénieur du génie électrique doit posséder un diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum dans sa spécialité et des qualifications professionnelles appropriées. Il/elle doit justifier d'un minimum de 8 années d'expérience professionnelle dans le domaine du contrôle des installations électriques intérieures et des matériels électriques.

-un ingénieur en électrotechnique spécialiste en électricité des bâtiments Commerciaux et à usage domestique

L'ingénieur en électrotechnique devra posséder un diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum dans sa spécialité et des qualifications professionnelles appropriées. Il/elle doit justifier d'une expérience d'au moins 8 ans dans le domaine des matériels et des équipements électriques.

-un expert juridique

L'expert juriste doit être un spécialiste en droit des affaires possédant un diplôme universitaire de niveau BAC+4 minimum dans sa spécialité et des certifications académiques adéquates. Il/elle doit justifier d'un minimum de 8 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des prestations similaires à la mission.

-un expert en communication

L'expert en communication doit être un spécialiste en relations publiques possédant un diplôme universitaire de niveau BAC+5 minimum dans sa spécialité. Il/elle doit justifier d'un minimum de 8 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des prestations similaires à la mission.

Le cabinet d'experts fournira au Ministre de l'Eau et de l'Energie les C.V. de tous les autres membres du cabinet d'experts.

Les C.V. contiendront des informations utiles relatives au type de prestations similaires à la mission réalisées par les membres de l'équipe, attestant de leurs aptitudes et de leur capacité à entreprendre leur mission, ainsi que des informations détaillées concernant toute expérience particulière digne d'intérêt.

4-DUREE DES PRESTATIONS

La durée de la prestation sera de vingt-huit (28) semaines.

5-PARTICIPATION

La participation à la présente sollicitation à manifestation d'intérêt est réservée aux Consultants internationaux justifiant d'une expérience nationale ou internationale avérée

dans les domaines de contrôle de conformité et de la qualité des installations électriques intérieures et des matériels électriques.

6-DOSSIER DE MANIFESTATION D'INTERET

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie invite les Consultants intéressés et ayant une réputation internationale avérée dans les domaines du contrôle de conformité et de la qualité des installations électriques intérieures, à manifester leur intérêt. Les Consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

Les dossiers de manifestation d'intérêt devront être présentés dans une enveloppe scellée contenant à l'intérieur, deux enveloppes.

La première enveloppe dite « enveloppe A » portera la mention « pièces administratives » et contiendra les documents ci-après :

N° D'ORDRE	DOCUMENTS
A1	Lettre timbrée à 1000 F CFA de déclaration de Manifestation d'Intérêt du candidat faisant apparaître la raison sociale, l'adresse du siège social, les contacts...
A2	Attestation de Non Redevance
A3	Photocopie de la carte de contribuable
A4	Certificat d'imposition
A5	Une attestation de localisation et un plan de localisation
A6	une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;
A7	l'accord de groupement le cas échéant ;
A8	la déclaration d'intention de soumissionner faisant connaître les noms, prénoms, qualité du signataire timbrée au tarif en vigueur ;

La deuxième enveloppe dite « enveloppe B » portera la mention « offre technique ». Elle contiendra tous les documents relatifs à la compétence et aux références des soumissionnaires constitués dans l'ordre indiqué dans le tableau suivant :

N° D'ORDRE	DOCUMENTS DE METHODOLOGIE
B1	Organisation du Consultant : -disponibilité d'un document permettant d'identifier le statut comme Consultant et l'activité principale de la firme; -l'organigramme du Consultant.
B2	Liste des experts et du personnel que le Consultant compte impliquer dans la mission s'il est retenu; Joindre leur C.V daté et signé par les intéressés et le diplôme le plus élevé

B3	Expérience du Consultant international dans les domaines du contrôle de conformité et de la qualité des installations électriques intérieures et des matériels électriques au Cameroun et dans la sous région. Donner les renseignements suivants pour chaque mission : ➤ désignation de la mission; ➤ pays et lieu ; ➤ Le nom du maître d'ouvrage ; ➤ profil des personnels spécialisés utilisés ; ➤ nom du chef d'équipe ; ➤ nom et adresse du client ; ➤ date de démarrage et fin ; ➤ valeur financière ; ➤ copie du contrat signé (première et dernière page) ; ➤ copie du procès- verbal de réception ; ➤ Le certificat de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage ou ses services.
----	--

La non production de l'une de ces pièces entraînera l'élimination du candidat.

Toute fausse déclaration entraînera le rejet de l'offre du candidat.

A l'issue de la présente sollicitation à manifestation d'intérêt, une liste restreinte de Consultants pré-qualifiés sera établie, et il sera adressé par voie de presse une invitation à soumissionner.

7-CRITERES DE PREQUALIFICATION

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

1	Présentation du dossier	5 pts
2	Organisation méthodologie d'exécution de la mission	5 pts
3	Capacité financière	5 pts
4	Expérience générale : nombre d'années d'activité du Consultant et nombre de mandats exécutés dans la réalisation des missions dans le secteur de l'électricité et formation des techniciens électriciens. 5 points/contrat	20 pts
5	Expérience spécifique : nombre de mandats exécutés similaires à la mission: (<i>Expérience dans la réalisation des missions de contrôle de la conformité et de la qualité des installations électriques intérieures et matériels électriques</i>) 7points/contrat	35 pts
6	Qualifications et expérience du personnel clé proposé pour la mission	30 pts
Total		100 pts

8-DATE ET LIEU DE DEPOT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures rédigés en français et/ou en anglais doivent être remis en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, sous pli fermé à la Direction de l'électricité du Ministère de l'Eau et de l'Energie au plus tard le 20 MARS 2024 avec la mention :

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N°000014/22/ASMI/MINEE/FDSE DU 28 FEV 2024 POUR LA PRE-
QUALIFICATION DES CABINETS D'EXPERTS INTERNATIONAUX CHARGES
D'ELABORER LES TEXTES FIXANT LES MODALITES DE CONTROLE, LES
FRAIS DE CONTROLE, LES CONDITIONS D'AGREMENT AU CONTROLE DE
CONFORMITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES ET DES
MATERIELS ELECTRIQUES AUX NORMES DE SECURITE , AINSI QUE DE
LA REDACTION D'UN CAHIER DE CHARGE DES INSPECTEURS CHARGES
DU CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES ET
D'UN GUIDE PRATIQUE DE L'INSTALLATEUR ELECTRICIEN

« A OUVRIR UNIQUEMENT EN SALLE DE DEPOUILLEMENT »
MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE
DIRECTION DE L'ELECTRICITE
B.P. : 70 Yaoundé-Cameroun
Tél : (+237) 22 22 20 99/Fax : (+237) 22 22 61 77

9-RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès à la Direction de l'électricité du Ministère de l'Eau et de l'Energie/Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSE).

10-PUBLICATIONS DES RESULTATS

Seuls les candidats ayant fourni toutes les pièces administratives requises et ayant obtenu une note technique de 70 points au moins seront retenus pour l'appel d'offres National restreint qui sera lancé selon les règles et procédures définies par la réglementation en vigueur en République du Cameroun. /-

LE MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE



Pauline
Gaston Essomba

Ampliations :

- Affichage au MINEE
- SOPECAM (pour publication)
- ARMP
- CPM du MINEE pour information
- CHRONO:/ ARCHIVES.

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER
AND ENERGY

ELECTRICITY SECTOR
DEVELOPMENT FUND

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EAU ET
DE L'ENERGIE

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 000014 /24/EOI/MINEE/ESDF OF 8 FFV 2024 FOR THE PRE-QUALIFICATION OF INTERNATIONAL CONSULTING FIRMS RESPONSIBLE FOR DRAWING UP THE REGULATIONS LAYING DOWN INSPECTION PROCEDURES, INSPECTION FEES, CONDITIONS OF APPROVAL TO INSPECT THE COMPLIANCE OF INTERNAL ELECTRICAL INSTALLATIONS AND ELECTRICAL EQUIPMENT WITH SAFETY STANDARDS, AS WELL AS THE DRAFTING OF SPECIFICATIONS FOR INSPECTORS IN CHARGE OF INSPECTING INTERNAL ELECTRICAL INSTALLATIONS AND A PRACTICAL GUIDE FOR ELECTRICAL CONTRACTORS

1-BACKGROUND

In order to achieve the goals of an emerging Cameroon by 2035, Cameroon is actively seeking to develop all sectors of the economy. It needs to have the assets to attract and secure investment. Electricity, which is a key component of the industrial sector, plays a major role in the development of the country's economic sector.

Aware of the vital part played by infrastructure in facilitating trade and promoting strong, sustainable growth, the Cameroon government's planned reforms were aimed at investing massively in infrastructure to make the country's economy competitive. With regard to electricity, this involved in particular: (i) increasing energy production capacity, (ii) increasing the rate of access to electrical energy. The overall aim was to make Cameroon a newly industrialised country.

These reforms have brought major innovations to the electricity industry, notably by introducing competition in the production sector, creating new actors and redefining roles.

Despite the positive effects of this development, the country is faced with a number of incidents due to the poor quality of its electrical installations and equipment. Faulty electrical installation represents a major risk of electrocution (there are hundreds of serious electrocutions with a large number of deaths per year in the country), and causes many fire accidents (85% of fires recorded in Cameroon are of electrical origin).

Law No. 2011/022 of 14 December 2011 governing the electricity sector in Cameroon has not yet been fully implemented.

One of the provisions pending implementation is set out in Articles 75 and 76 (1), which respectively provide for inspection of the compliance of internal electrical installations, electrical equipment and of their assets with approved standards, against the dangers that may arise therefrom, and for inspection of the compliance of internal electrical installations and electrical equipment by the Administration in charge of electricity or by companies, under its supervision, which are governed by Cameroon law and approved for this purpose by the Administration, prior to obtaining the approval of the Electricity Sector Regulatory Agency.

The purpose of this Call for Expressions of Interest is to select consulting firms to draw up regulations (MINEE) laying down the procedures, inspection fees and conditions of approval to inspect the compliance of internal electrical installations and electrical equipment with safety standards, as well as a decision (MINEE) setting out the conditions for obtaining approval to work as an electrical contractor.

There is a need to make the standard applicable in order to complete the institutional and regulatory framework for the inspection of internal electrical installations and electrical equipment.

2- DUTY OF THE CONSULTING FIRM

This Call for Expression of Interest aims at the pre-qualification of consulting firms (national or international) to: (i) draw up regulations on the inspection of internal electrical installations; (ii) draw up specifications for sworn agents of the Ministry in charge of electricity or inspection companies approved by the latter, responsible for inspecting electrical installations and the quality of electrical materials and equipment; (iii) prepare an installation guide, which is a document that governs the activities of electrical technicians assigned to work in households in accordance with the instructions provided by MINEE.

The consulting firm will be in charge of the following duties:

- collecting and reviewing regulations relating to the inspection of internal electrical installations and electrical equipment, including the legislative, regulatory and institutional framework, and the norms and standards applicable in Cameroon;
- analysing the socio-economic context, by means of surveys (using a predefined representative sample), to assess the state of internal electrical installations, the quality of electrical equipment, the qualifications of contractors and the degree of acceptance of electrical users towards standardising their electrical installations;
- conducting a benchmark, by referring to West African countries such as Senegal and Benin, which have regulations and agencies in charge of inspecting internal electrical installations;
- examining the experience of other African countries as regards the inspection of internal electrical installations and electrical equipment, based on model inspection protocols for different types of internal electrical installations and electrical equipment, as well as a prototype laboratory for quality control of electrical equipment;

- carrying out a critical study of the above-mentioned models, highlighting their advantages and limitations;
- analysing household practices regarding internal electrical installations in the various regions of Cameroon;
- drawing up an inspection protocol for each type of internal electrical installation, including a sample certificate of compliance form for each type and a list of the equipment and tools required for the inspection;
- drawing up a quality control protocol for electrical equipment, including a sample certificate of compliance form;
- developing model inspection reports for electrical installations and equipment;
- drawing up a laboratory project for the quality control of electrical equipment, including the testing of electrical equipment;
- analysing the institutional framework, and planning the activities of the actors involved, specifying their roles in the process of inspecting electrical installations and equipment.

3- ORGANISATION, COMPOSITION AND PROFILES OF EXPERTS

The Consulting Firm will comprise six (6) experts:

- A team leader

The team leader should be an expert in issues relating to the safety of electricity users or a highly qualified engineer with at least a *Baccalauréat/A'* level +5 university degree in his/her speciality as well as relevant professional qualifications, and should have assumed or be assuming supervisory and management functions in matters relating to the safety of electricity users. He/she must have a minimum of 15 years' professional experience as an expert in electricity users' safety. The team leader should be the person responsible for the work to be carried out as well as the reports drawn up on behalf of the consulting firm. He/she has the necessary authority conferred by a professional, legal or regulatory body.

- A statistician expert

The statistician expert must be a qualified expert with at least a *Baccalauréat/A'* level +5 university degree in his/her speciality as well as relevant professional qualifications. He/she must have a minimum of 10 years' experience as a statistician expert in the areas similar to the assignment.

- An electrical engineer specialist in industrial electrical installations or industrial buildings

The electrical engineer must possess at least a *Baccalauréat/A'* level +5 university degree in his/her speciality as well as relevant professional qualifications. He/she must have a minimum of 8 years' professional experience in the inspection of internal electrical installations and electrical equipment.

- An electrotechnical engineer specialist in electricity for commercial and domestic buildings

The electrotechnical engineer must possess at least a *Baccalauréat/A'* level +5 university degree in his/her speciality as well as relevant professional qualifications. He/she must have a minimum of 8 years' experience in the field of electrical materials and equipment.

- A legal expert

The legal expert must be specialised in business law with at least a *Baccalauréat/A'* level +4 university degree in his/her speciality and relevant academic qualifications. He/she must have a minimum of 8 years' professional experience in areas similar to the assignment.

- A communication expert

The communication expert must be a public relations specialist with at least a *Baccalauréat/A'* level +5 university degree in his/her speciality. He/she must have a minimum of 8 years' professional experience in areas similar to the assignment.

The consulting firm will provide the Minister of Water and Energy with the CVs of all other members of the firm.

The CVs will contain relevant information on the type of work carried out by the team members which are similar to the assignment, attesting to their skills and ability to undertake the assignment, as well as detailed information on any particular experience worthy of consideration.

4- DURATION OF THE WORK

The work will last for twenty-eight (28) weeks.

5 - PARTICIPATION

Participation in this call for expression of interest is restricted to consulting firms with proven national and international experience in the fields of conformity assessment and quality control of indoor electrical installations and electrical equipment.

6 - APPLICATION FILE

The Minister of Water and Energy calls for interested consulting firms with proven national and international experience in the fields of conformity assessment and quality control of indoor electrical installations to express their interest. Consulting firms may work as a consortium to enhance their respective skills.

Application files should be enclosed in a sealed envelope containing two envelopes.

The first envelope known as "Envelope A" will be marked "**Administrative File**" and will consist of the following documents:

ORDER No.	DOCUMENTS
A1	Stamped letter of 1 000 F CFA of Declaration of Interest of the candidate indicating the company name, the address of the head office, the contacts...
A2	Debt clearance certificate
A3	Photocopy of the Taxpayer's card
A4	Tax certificate
A5	A certificate of location and a location map
A6	A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP);
A7	The Grouping agreement, if applicable
A8	The declaration of intention to tender, indicating the surname, first names and capacity of the signatory, stamped at the rate in force;

The second envelope known as “Envelope B” shall be marked “Technical File”. It will contain all the documents relating to the competence and references of the bidders in the order indicated in the following table:

ORDER No.	METHODOLOGY DOCUMENTS
B1	Consultant's Organisation: - A document identifying the status as Consultant and the main activity of the company; - Organisation chart of the Consultant.
B2	List of experts and staff that the Consultant plans to involve in the project, if selected; Attach their C.V. dated and signed and highest qualification.
B3	Experience of the international consulting firm in the fields of conformity assessment and quality control of indoor electrical installations and electrical equipment in Cameroon and the sub-region. Provide the following information for each project: ➤ Project description; ➤ Country and location; ➤ Name of the project owner; ➤ Profile of specialised staff used; ➤ Name of team leader; ➤ Name and address of the client; ➤ Date of beginning and end of the project; ➤ Financial value; ➤ Copy of the signed contract (first and last page); ➤ Copy of the acceptance report; ➤ Certificate of completion issued by the Project Owner or its services.

Failure to provide any of these documents shall result in the elimination of the bidder.

Any false declaration shall lead to a rejection of the bidder's tender.

Following this call for expression of interest, a shortlist of pre-qualified Consultants will be drawn up and an invitation to tender will be issued through a press release.

7 - PRE-QUALIFICATION CRITERIA

The criteria for shortlisting are:

1	Presentation of the file	5 pts
2	Organisation and methodology of the project execution	5 pts
3	Financial capacity	5 pts
4	General experience: Number of years of activity of the Consultant and number of successful projects in the electrical sector and training of electrical technicians. 5 points/contract	20 pts
5	Specific experience: number of years of activity similar to the project: (Experience in carrying out conformity assessment and quality control of indoor electrical installations and electrical equipment) 7points/contract	35 pts
6	Qualifications and experience of key personnel to be involved in the project	30 pts
Total		100 pts

8 - DATE AND PLACE FOR THE SUBMISSION OF APPLICATIONS

Applications, drafted in English and/or French must be submitted, in six (6) copies including one (1) original and five (5) duplicates marked as such, in a sealed envelope addressed to the Department of Electricity of the Ministry of Water and Energy, no later than 20 MARS 2024 at 14h and will be labelled as follows:

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 000014 /24/EOI/MINEE/ESDF OF 28 FEB 2024 FOR THE PRE-QUALIFICATION OF INTERNATIONAL CONSULTING FIRMS RESPONSIBLE FOR DRAWING UP THE REGULATIONS LAYING DOWN INSPECTION PROCEDURES, INSPECTION FEES, CONDITIONS OF APPROVAL TO INSPECT THE COMPLIANCE OF INTERNAL ELECTRICAL INSTALLATIONS AND ELECTRICAL EQUIPMENT WITH SAFETY STANDARDS, AS WELL AS THE DRAFTING OF SPECIFICATIONS FOR INSPECTORS IN CHARGE OF INSPECTING INTERNAL ELECTRICAL INSTALLATIONS AND A PRACTICAL GUIDE FOR ELECTRICAL CONTRACTORS

"« TO BE OPENED ONLY IN THE COUNTING ROOM »
MINISTRY OF WATER AND ENERGY
DEPARTMENT OF ELECTRICITY
P.O. BOX: 70 Yaounde-Cameroon
Telephone: (+237) 22 22 20 99/Fax: (+237) 22 22 61 77

9 - ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained at the Department of Electricity of the Ministry of Water and Energy/Electricity Sector Development Funds (ESDF).

10 - PUBLICATION OF RESULTS

Only those candidates who have provided all the required administrative documents and who have obtained a technical score of at least **70 points** shall be selected for the restricted international call for tenders which shall be launched according to the rules and procedures defined by the regulations in force in the Republic of Cameroon. /-

THE MINISTRY OF WATER AND ENERGY

Copies:

- Display at MINEE
- SOPECAM (for publication)
- ARMP
- CIPM/MINEE for information
- CHRONO/ ARCHIVES.



Gaston Essomba
Gaston Essomba